

## Une production d'électricité "propre", ça peut exister ?

Les oppositions à la construction d'éoliennes en France sont désormais multiples, et de plusieurs types. Des riverains se plaignent du bruit, certains aussi de perturbations diverses sur la santé des hommes et des animaux. D'autres dénoncent l'atteinte aux paysages. D'autres encore, l'atteinte à la biodiversité. Et des prises de position de plus en plus nombreuses dénoncent la logique marchande qui, avec l'appui financier de l'Etat, a fait de la pose d'éoliennes une affaire juteuse pour les investisseurs et une source de revenus pour quelques propriétaires et communes, au détriment des autres. Enfin sont mis en cause des modes de consultation des populations inexistantes ou fallacieux, qui les écartent en réalité de tout contrôle sur les prises de décisions. Au total, toutes ces critiques se rejoignent pour dénoncer la violence des modes actuels de développement de l'éolien.

Mais comment associer la critique du développement de l'éolien industriel à la lutte contre le changement climatique -- donc pour la limitation du recours aux énergies fossiles productrices de GES -- mais aussi contre le nucléaire, dont les dégâts réels et surtout les risques potentiels ne sont plus à démontrer ? Peut-on encore se contenter d'en appeler à un développement des énergies renouvelables qui soit à la fois socialement et écologiquement rationnel et respectueux des habitants, des territoires, de la nature ? Et, implicitement ou explicitement, tabler sur le pouvoir d'Etat pour sa mise en œuvre ?

Une chose est claire : dans le cadre qui nous est imposé, le recours aux énergies renouvelables ne s'oppose en rien à la logique qui mine nos vies et détruit notre environnement. De fait, en France, l'éolien ne remplace pas le nucléaire mais s'y ajoute ; il est aux mains des gros investisseurs internationaux, qui tirent profit du prix d'achat imposé à EDF par l'Etat ; il progresse dans l'opacité, au mépris de la volonté, du bien-être, voire de la santé des populations et de la biodiversité.

De plus, la promotion inconditionnelle des énergies renouvelables -- indépendamment de leur « praticabilité » sur le plan technique -- devient de plus en plus problématique depuis que plusieurs publications récentes (1) ont décrit en détail les graves méfaits environnementaux et sociaux de l'extraction des métaux rares indispensables à la production d'éoliennes et de panneaux solaires. Donc, non, le salut ne viendra pas des énergies « alternatives », comme les courants écologiques dominants veulent nous le faire croire.

A la question des choix responsables en matière de production d'électricité, il semble donc bien qu'il n'y ait plus d'autre réponse honnête que celle-ci : il faut réduire drastiquement notre consommation électrique. Et pour cela, les « bonnes pratiques » individuelles ne peuvent suffire. Il faut, collectivement, sortir de la logique industrielle du toujours-plus-d'électricité (à produire et consommer), pour se recentrer sur les besoins d'électricité strictement essentiels.

Mais voilà qui fait naître une autre problématique : pour déterminer les besoins essentiels et les moyens de les satisfaire, il faut nécessairement que le débat ait lieu, au plus près de lieux de vie, et que la réflexion sur les meilleurs moyens de les satisfaire soit très largement partagée. Or aujourd'hui c'est la logique de la consommation qui domine, dans le domaine de l'énergie comme de tous les biens matériels : on ne produit pas pour satisfaire des besoins préalablement définis, mais pour vendre avec profit, quitte à créer artificiellement de nouveaux besoins. Nous sommes invités à consommer, pas à réfléchir à ce qui serait socialement utile et écologiquement défendable de produire -- et encore moins à en décider. De surcroît, le réseau électrique français est lui-même très centralisé, ce qui concentre le pouvoir de décider où et quand produire l'électricité et comment la distribuer entre les mains d'une poignée de technocrates. Un pouvoir monstrueux si on y pense, que le développement des compteurs communicants comme le Linky ne peut d'ailleurs que renforcer.

Et pourtant c'est en rapprochant les outils de production d'électricité des lieux de sa consommation que l'on peut à la fois les adapter au mieux aux besoins et limiter les déperditions. C'est donc un changement radical de logique qui s'impose, et qui suppose une autre idée du service public, ne traitant pas les citoyens en simples consommateurs dépassés par les complexités

techniques. Et sans doute aussi une mobilisation massive capable d'articuler exigences écologiques et justice sociale.

Nicole T.

(1) Notamment *La Guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique*, par Guillaume Pitron (Les Liens qui libèrent, 2018), et *Progrès et barbarie. Terres rares, lithium, cobalt : l'innovation capitaliste tue*, par Mosin (Echanges et mouvement, 2018 - à commander à Echanges et mouvement, BP 241, 75866 Paris Cedex 18, ou [echanges.mouvement@laposte.net](mailto:echanges.mouvement@laposte.net)).